



RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 09692

Numéro SIREN : 309 044 451

Nom ou dénomination : AAZ PRODUCTIONS LE MATERIEL BIOMEDICAL

Ce dépôt a été enregistré le 25/10/2017 sous le numéro de dépôt 41064

AAZ PRODUCTIONS LE MATERIEL BIOMEDICAL

Société à responsabilité limitée au capital de 24 445.58 euros
Siège social : SOGARIS 217 - 94664 RUNGIS
309 044 451 RCS CRETEIL

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2017

L'an deux mil dix-sept, le Jeudi vingt-huit Septembre, à quinze heures, les associés se sont réunis au siège social de la société en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Il a été établi une feuille de présence signée par les associés présents ou représentés.

Monsieur Joseph COULLOCH, Gérant non associé, préside la séance en qualité de représentant permanent de la société KOMMUNICOM associée présent détenant le plus de parts.

Le Président constate que les associés présents et représentés possèdent plus des trois quarts des parts sociales composant le capital social, l'assemblée réunit donc le quorum exigé par la loi et les statuts pour pouvoir délibérer. Il rappelle que la majorité requise est des trois quarts des parts détenues par les associés présents et représentés conformément aux dispositions de l'article 15 des statuts.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- Copies des lettres de convocation ;
- La feuille de présence ;
- Le rapport de la gérance ;
- Le texte du projet de résolutions ;

Le Président déclare que tous les documents prescrits par l'article R 223-19 du Code de commerce ont été adressés aux associés en même temps que les convocations et tenus à leur disposition pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'assemblée.

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Puis le Président rappelle que l'assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Modification de l'objet social et modification corrélative de l'article 2 des statuts ;
- Transfert du siège social et modification corrélative de l'article 4 des statuts ;
- Pouvoirs en vue d'accomplir les formalités.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de modifier, à compter de ce jour, l'objet social pour les activités suivantes :

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- toutes recherches et études relatives à la préparation et à la fabrication des produits, appareils, instruments et objets chimiques pharmaceutiques et vétérinaires, et plus généralement des produits, appareils, instruments et objets de toute nature se rapportant à l'hygiène, à la médecine, à la chirurgie, à la chimie, à la biologie, et à leur application scientifiques et industrielles ;
- la fabrication, l'achat et la vente des produits, appareils, instruments et objets ci-dessus ;
- la découverte, le dépôt, l'acquisition, la prise en location ou licence, l'exploitation, la concession de tous brevets, marques de fabrique ou procédés de fabrication concernant les produits, appareils, instruments et objets chimiques, hygiéniques, pharmaceutiques, vétérinaires ou autres ;
- la création, l'exploitation, l'achat, la vente et la mise en gérance ou la prise en gérance de tous fonds de commerce, de tous établissements industriels et commerciaux se rapportant à l'un ou l'autre des objets ci-dessus ;
- la participation dans toutes affaires pouvant se rattacher à cet objet, susceptibles de favoriser le développement des affaires sociales, et ce, sous quelque forme que ce soit : création de sociétés nouvelles, apports, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, etc. ...
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- et généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elle soit.

En conséquence, l'article 2 des statuts a été modifié comme suit :

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- toutes recherches et études relatives à la préparation et à la fabrication des produits, appareils, instruments et objets chimiques pharmaceutiques et vétérinaires, et plus généralement des produits, appareils, instruments et objets de toute nature se rapportant à l'hygiène, à la médecine, à la chirurgie, à la chimie, à la biologie, et à leur application scientifiques et industrielles ;
- la fabrication, l'achat et la vente des produits, appareils, instruments et objets ci-dessus ;
- la découverte, le dépôt, l'acquisition, la prise en location ou licence, l'exploitation, la concession de tous brevets, marques de fabrique ou procédés de fabrication concernant les produits, appareils, instruments et objets chimiques, hygiéniques, pharmaceutiques, vétérinaires ou autres ;
- la création, l'exploitation, l'achat, la vente et la mise en gérance ou la prise en gérance de tous fonds de commerce, de tous établissements industriels et commerciaux se rapportant à l'un ou l'autre des objets ci-dessus ;
- la participation dans toutes affaires pouvant se rattacher à cet objet, susceptibles de favoriser le développement des affaires sociales, et ce, sous quelque forme que ce soit :

création de sociétés nouvelles, apports, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, etc. ...

- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- et généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elle soit.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de transférer le siège social de « Sogaris 2017 - RUNGIS 94664 Cedex » à « 43 rue de Bellevue à BOULOGNE BILLANCOURT 92100 », à compter du 1^{er} Octobre 2017.

En conséquence, l'article 4 des statuts a été modifié comme suit :

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est établi à :

BOULOGNE BILLANCOURT 92100 - 43 rue de Bellevue

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités nécessaires.

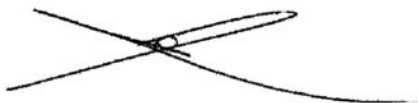
Cette résolution, soumise au vote, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le gérant, et par les associés présents.

SARL KOMMUNICOM

Représentée par
Joseph COULLOC'H



JOSEPH COULLOC'H

Gérant



SARL AAZ PRODUCTIONS – LE MATERIEL BIOMEDICAL

AAZ - LMB

LISTE DES SIEGES SOCIAUX ANTERIEURS

- 4 rue de Presbourg – 75016 PARIS
- 41 rue François 1^{er} – 75008 PARIS
- Sogaris 217 – 94664 RUNGIS

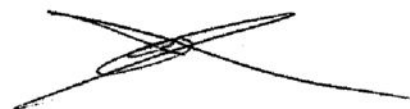
La société ne conserve plus aucune activité à l'ancien siège social.

Joseph COULLOCH
Gérant

01/10/17



Certifié conforme et mis en harmonie avec les décisions de
l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 septembre 2017



AAZ PRODUCTIONS - LE MATERIEL BIOMEDICAL

« AAZ - LMB »

**Société à Responsabilité Limitée
au capital de 24 445.58 €uros**

**Siège social : 43 rue Bellevue
92100 BOULOGNE BILLANCOURT**

309 044 451 RCS NANTERRE

STATUTS

Article 1er - FORME

La société prend la forme de société à responsabilité limitée, régie par les articles et suivants de la loi du 24 juillet 1966.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- toutes recherches et études relatives à la préparation et à la fabrication des produits, appareils, instruments et objets chimiques pharmaceutiques et vétérinaires, et plus généralement des produits, appareils, instruments et objets de toute nature se rapportant à l'hygiène, à la médecine, à la chirurgie, à la chimie, à la biologie, et à leur application scientifiques et industrielles ;
- la fabrication, l'achat et la vente des produits, appareils, instruments et objets ci-dessus ;
- la découverte, le dépôt, l'acquisition, la prise en location ou licence, l'exploitation, la concession de tous brevets, marques de fabrique ou procédés de fabrication concernant les produits, appareils, instruments et objets chimiques, hygiéniques, pharmaceutiques, vétérinaires ou autres ;
- la création, l'exploitation, l'achat, la vente et la mise en gérance ou la prise en gérance de tous fonds de commerce, de tous établissements industriels et commerciaux se rapportant à l'un ou l'autre des objets ci-dessus ;
- la participation dans toutes affaires pouvant se rattacher à cet objet, susceptibles de favoriser le développement des affaires sociales, et ce, sous quelque forme que ce soit : création de sociétés nouvelles, apports, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, etc. ...
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- et généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elle soit.

Article 3 - DENOMINATION

La société prend la dénomination : « AAZ PRODUCTIONS - LE MATERIEL BIOMEDICAL »
Nom commercial « AAZ - LMB »

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est établi à :

BOULOGNE BILLANCOURT 92100 - 43 rue de Bellevue

Article 5 - DUREE

La Société à une durée de quatre vingt dix neuf années à compter du jour de sa constitution définitive sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Article 6 - APPORTS (Mod.AGE du 22.12.1983)

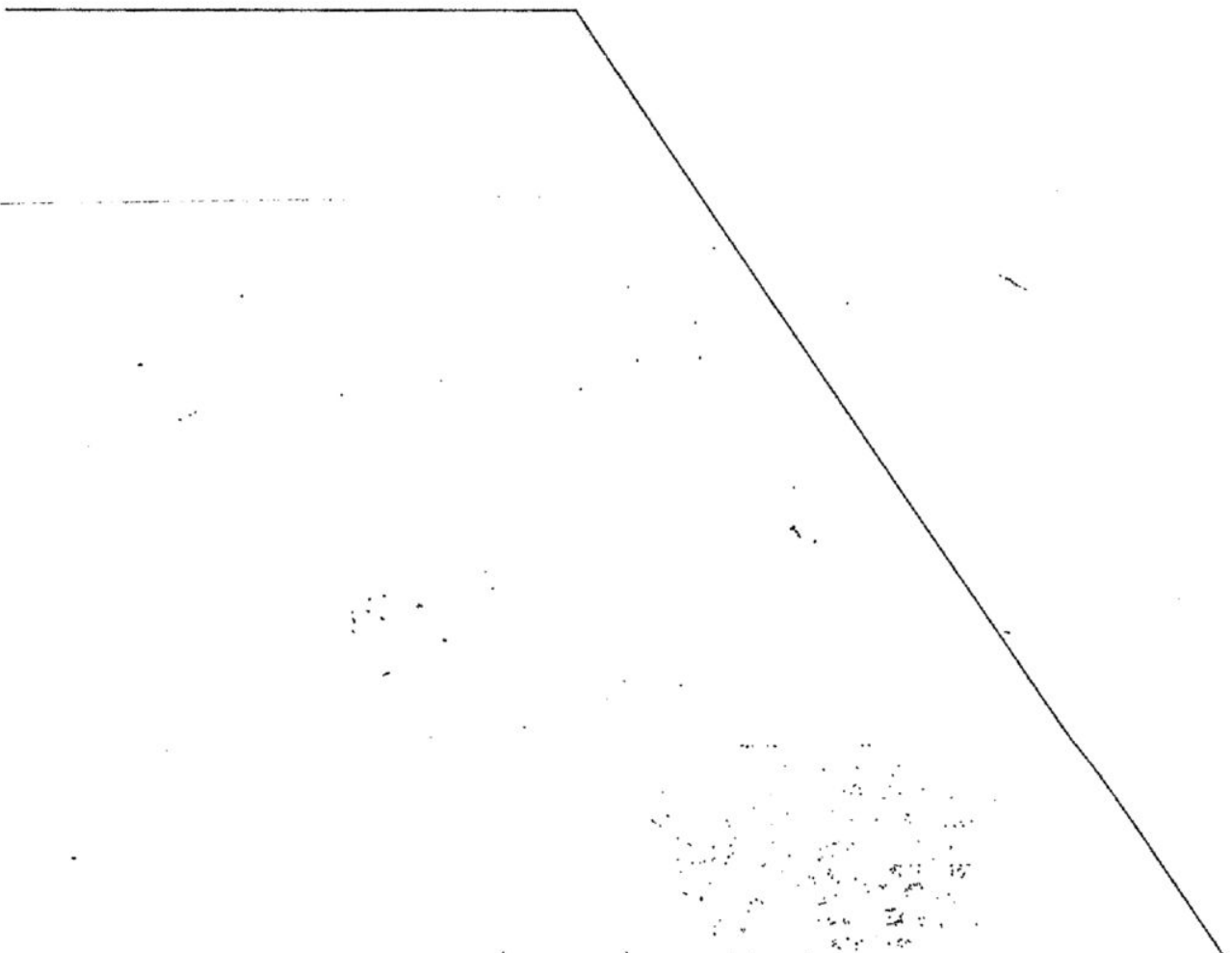
Il a été fait apport à la constitution de la société le 5 novembre 1976 d'une somme en numéraire de	21.000 F
--	----------

Il a été fait apport à la société lors de l'augmentation de capital réalisée par délibération du 11 juin 1981 d'une somme en numéraire de	1.479.000 F
---	-------------

Il a été fait apport à la société lors de l'augmentation de capital réalisée par délibération du 22 décembre 1983 délibération du 22 décembre 1983 d'une somme en numéraire de	8.500.000 F
---	-------------

Total des apports	<u>10.000.000 F</u>
-------------------	---------------------

Les associés déclarent que lesdites sommes ont été intégralement versées dans la caisse sociale dans les conditions prévues par la loi.



Article 7 - CAPITAL SOCIAL (Mod.AGM du 07.08.98)

Le capital social est fixé à la somme de 160.352,50 francs (CENT SOIXANTE MILLE TROIS CENT CINQUANTE DEUX FRANCS CINQUANTE CENTIMES). Il est divisé en 19.250 parts de 8,33 francs chacune, entièrement souscrites et libérées, réparties entre les associés, à savoir :

- | | |
|---------------------------------|--------------|
| - la société KOMMUNICOM | 19 245 parts |
| - la succession Sylvain FLOIRAT | 5 parts |

Total du nombre de parts composant le capital social	<u>19.250 parts</u>
---	---------------------

Article 8

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit quelconque, les droits sociaux isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la société, les associés ayant à faire, dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre de parts nécessaires.

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Article 9

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, et librement cessibles entre conjoints et entre ascendants et descendants.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

Article 10

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078 - alinéa 1er - du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

Article 11

La société n'est pas dissoute par le décès de l'un des associés, son incapacité, son interdiction, sa faillite ou sa déconfiture.

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers ou représentants de l'associé décédé.

Article 12 (Mod.AGM du 07.08.98)

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Le ou les gérants sont nommés pour une durée de deux ans renouvelable, sauf décision contraire des associés, par tacite reconduction.

Article 13

Dans leurs rapports avec les tiers, les membres du Comité de Gérance engagent la société pour les actes entrant dans l'objet social. L'opposition formée par un membre du Comité de Gérance aux actes d'un autre membre est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Dans leurs rapports entre eux et avec les co-associés, et à titre de mesure d'ordre intérieur, les gérants ont les pouvoirs nécessaires pour faire toutes opérations se rattachant à l'objet social ; toutefois, ils ne peuvent contracter des emprunts assortis de garanties sur les biens de la société, fonder une nouvelle société, ou faire apport des biens de la société à une ou plusieurs autres sociétés, qu'avec l'autorisation expresse des associés.

Article 14

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un autre associé ou par son conjoint.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Article 15

Les modifications aux statuts, et les décisions relatives aux autorisations de cessions de parts à des tiers étrangers à la société, sont prises par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Article 16

Les autres décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée, sauf s'il s'agit de statuer sur la révocation d'un ou plusieurs membres du Comité de Gérance, qui nécessite la majorité du capital.

Article 17

En aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

Article 18

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux, peuvent être prises par consultations écrites des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux.

Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport du Comité de Gérance et celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours au moins et d'un délai de vingt jours au plus à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger du Comité de Gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 9, 17 et 18 des présents statuts, selon l'objet de la consultation.

Article 19

Chaque année, une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie, dans les six mois de la clôture de l'exercice.

Les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

Article 20

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le trente et un décembre. Le premier exercice social couvrira la période qui s'écoulera entre la date de constitution de la société et le 31 décembre 1977.

Article 21

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever sur les bénéfices toutes sommes qu'elle juge convenable de fixer soit pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation. Ces fonds de réserve peuvent être soit ultérieurement distribués aux associés en vertu d'une décision de la collectivité des associés, soit capitalisés ou affectés au rachat et à l'annulation des parts en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Le solde est réparti aux associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividendes.

Article 22

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Article 23

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestations, tout associé est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du Tribunal compétent du lieu du siège social et toutes assignations ou significations sont régulièrement faites à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au Parquet du Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.